

EN EUROPE

“L’affaire interne à l’Espagne” est devenue un problème pour l’Union européenne

Depuis des mois, les dirigeants des institutions de l’Union européenne et de ses Etats membres regardaient ailleurs lorsqu’était évoqué le problème catalan. Ligne officielle : “C’est une affaire interne à l’Espagne.” Réponse *off the record*, recueillie à plusieurs sources : “*Tout le monde est embarrassé.*” L’embarras n’est que plus grand aujourd’hui, après la profusion d’images de la police espagnole usant sans ménagement de la force contre les Catalans qui voulaient voter au référendum, anti-constitutionnel, d’indépendance.

Rares ont été les réactions des capitales, dimanche. Charles Michel a été l’un des premiers à déclarer que “*la violence ne peut jamais être une réponse*”, appelant au dialogue entre les deux parties – la présence de la N-VA, qui soutient la cause catalane, au sein du gouvernement belge n’est évidemment pas étrangère à la sortie du Premier ministre. Son homologue slovène Miro Cera s’est dit “*préoccupé par la situation*”. Le chef de la diplomatie lituanienne, Linas Linkevicius a tweeté : “[...] *le dialogue avec son propre peuple est une obligation pour l’Espagne. La violence ne sert à rien.*” Pas un mot de Paris, de Berlin, de Rome... ni du Parlement européen, ni du président du Conseil européen, ni de la Commission.

La Commission marche sur des œufs

Ce n’est que lundi midi que cette dernière a publié une déclaration “relative aux événements en Catalogne”. La première ligne rappelle que le référendum catalan n’est pas légal; le second paragraphe que c’est “une affaire interne à l’Espagne, qui doit être réglé dans le respect de l’ordre constitutionnel de ce pays”. Le troisième paragraphe doit être lu comme un avertissement adressé à Barcelone, puisqu’il rappelle que dans le cas d’un référendum conforme avec la Constitution espagnole, le territoire sécessionniste “se retrouverait en dehors de

l’Union”.

La Commission a appelé les parties “à sortir au plus vite de la confrontation pour revenir au dialogue”. Sur les violences policières, elle a fait le minimum syndical, déclarant que “*la violence ne peut jamais être un instrument politique*”, se gardant de critiquer Madrid et d’émettre un jugement sur la façon dont la force a été employée. Bien qu’assaili de questions lors du point presse quotidien, le porte-parole de la Commission, Margaritis Schinas n’a pas dévié d’un millimètre du contenu de cette déclaration.

“*Nous sommes déçus. Parler des violences sans pointer les responsables est décevant. La Commission n’a pas eu un seul mot pour les 893 personnes blessées à la suite des violences policières. Ce sont pourtant des citoyens européens*”, a commenté, lors d’un point presse avec quelques journalistes, le représentant de la Catalogne auprès de l’UE, Amadeu Altafaj. Selon Anna Triandafyllidou, spécialiste de l’Europe du Sud à l’Institut européen de Florence, si la Commission marche sur des œufs, “*ce serait dangereux pour elle de se mêler des affaires intérieures d’un Etat membre. Elle marche sur une ligne très étroite. Parce que si elle s’implique dans ce genre de dossier, on ne sait pas où cela va s’arrêter*”. Et de rappeler qu’ailleurs dans l’UE, d’autres régions ont des velléités séparatistes plus ou moins affirmées.

L’Union ménage Mariano Rajoy

Le président du Conseil européen, Donald Tusk, est allé un cran plus loin que la Commission. Il a indiqué sur Twitter qu’il avait parlé avec M. Rajoy au téléphone et qu’il l’avait appelé à éviter de faire de nouveau usage de la force. Le Polonais n’en a pas moins souligné qu’il se rangeait aux arguments constitutionnels du leader espagnol. Lequel a reçu le soutien appuyé du président français Macron, qui lui a dit “*son attachement à l’unité constitutionnelle de l’Espagne*”.

Plusieurs sources européennes admettent, *mezzo voce*, que la rigidité de Mariano Rajoy a largement contribué à envenimer la situation. Mais l’Union ménage le chef du

gouvernement espagnol pour plusieurs raisons : selon le Tribunal constitutionnel espagnol, il a le droit pour lui; plusieurs pays ne veulent pas que l'exemple catalan donne des idées aux mouvements séparatistes sur leur territoire. Sur le plan politique, enfin, M. Rajoy est membre du Parti populaire européen, comme les trois présidents des institutions et la chancelière allemande Merkel et M. Macron, qui se pose en leader

de la refondation de l'Europe, ne veut pas s'aliéner Madrid.

Barcelone veut une médiation de l'UE

Le président de la Generalitat de Catalogne, Carles Puigdemont, en a appelé lundi à une médiation internationale au moins soutenue par l'Union européenne, si elle ne la mène pas en tant que telle. L'exécutif.

“Légalement, ce n'est pas une mission qui relève du mandat de la Commission”, souligne Anna Triandafyllidou, “mais politiquement, elle pourrait jouer un rôle diplomatique discret, en coulisses, pour qu'un référendum légal puisse se tenir dans un délai de un à cinq ans.”

La Commission refuse, pour l'heure, de s'avancer sur ce terrain. Il faudrait de toute façon qu'elle soit sollicitée par Madrid.

Olivier le Bussy

“La Commission dit qu'elle doit être grande sur les grandes choses, petite sur les petites. Ceci est une grande chose.”

Amadeu Altafaj

Représentant du gouvernement catalan auprès de l'UE.

Épinglé

Débat au Parlement européen, mercredi

“Constitution, Etat de droit et droits fondamentaux en Espagne, à la lumière des récents événements en Catalogne”. Tel est le titre du débat que le Parlement européen consacra à la Catalogne, mercredi, à Strasbourg, en présence de la Commission. Les Verts réclamaient un débat sur ce sujet depuis la semaine dernière, mais c'est sur proposition des trois principaux groupes du Parlement – le Parti populaire européen, les socialistes et démocrates, et les libéraux-démocrates – que l'ordre du jour de la plénière a été modifié, ce lundi. **OleB**